



Conseil économique et social

Distr. limitée
14 mars 2012
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-cinquième session

Vienne, 12-16 mars 2012

Projet de rapport

Rapporteuse: Simona **Marin** (Roumanie)

Additif

Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

1. À ses 2^e et 3^e séances, le 13 mars, la Commission a examiné le point 3 de l'ordre du jour, libellé comme suit:

“Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique:

a) Activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et directives de politique générale;

b) Rôle de la Commission en sa qualité d'organe directeur du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

i) Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

ii) Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique.”



2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:
 - a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3);
 - b) Note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 (E/CN.7/2012/6-E/CN.15/2012/6);
 - c) Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/12-E/CN.15/2012/12);
 - d) Rapport du Secrétariat sur l'application des résolutions et décisions relatives au programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime adoptées au cours de la période 2008-2011, qui appelaient des mesures de l'Office (E/CN.7/2012/15);
 - e) Rapport sur la reprise de la cinquante-quatrième session de la Commission des stupéfiants (E/2011/28/Add.1-E/CN.7/2011/15/Add.1);
 - f) Note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique pour 2014-2015 pour l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/CRP.2).
3. À la 2^e séance, le Directeur de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a fait une déclaration liminaire. Le représentant de l'Espagne, en sa qualité de coprésident du Groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a également fait une déclaration liminaire.
4. Des déclarations ont été faites par les représentants de la République de Corée, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de la Fédération de Russie. Des déclarations ont également été faites par les observateurs du Nicaragua, du Maroc, de la Norvège, de l'Argentine et de l'Équateur (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes).

A. Délibérations

5. Plusieurs orateurs ont pris acte des progrès réalisés par l'UNODC dans l'adoption d'une approche intégrée de la conception de programmes régionaux efficaces, et ont souligné la nécessité d'un financement approprié, prévisible et durable, tout en soutenant le projet d'élaboration d'une stratégie de mobilisation de fonds.
6. Des orateurs se sont félicités du programme régional pour l'Afghanistan et les pays voisins, du programme mondial de contrôle des conteneurs et de l'extension aux Amériques du Programme mondial de surveillance des drogues synthétiques: analyse, situation et tendances (SMART). Des exemples de coopération internationale fructueuse ont été donnés, notamment l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest et la coopération avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour soutenir le Plan d'action régional de lutte contre le problème

croissant du trafic illicite de drogues, de la criminalité organisée et de l'usage illicite de drogues en Afrique de l'Ouest (2008-2011).

7. Plusieurs délégations ont rappelé le rôle que jouait l'UNODC en tant que coprésident de l'Équipe spéciale des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues en tant que menaces pour la sécurité et la stabilité et ont souligné l'importance de la coopération interinstitutions.

8. Un certain nombre d'orateurs se sont déclarés satisfaits de la note d'orientation interne sur la protection et la promotion des droits de l'homme et de la création d'un Groupe consultatif des droits de l'homme de l'UNODC chargé d'intégrer les droits de l'homme dans les activités opérationnelles de l'Office.

9. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de la recherche, de l'analyse des tendances et de l'évaluation. Il a été pris note des efforts réalisés par l'UNODC pour mettre en œuvre les recommandations faites par les organes de contrôle et établir une culture de l'évaluation grâce aux travaux du Groupe de l'évaluation indépendante, tout en renforçant la transparence et la responsabilité.

10. L'importance de la planification stratégique, du suivi, de la gestion axée sur les résultats et de l'accessibilité des informations a été soulignée. Plusieurs orateurs se sont félicités de la stratégie de l'UNODC pour la période 2012-2015 et ont demandé que les activités de l'Office soient hiérarchisées conformément à ce document. Des délégations ont souligné qu'au vu des similitudes entre la stratégie et les plans-programmes biennaux (pour 2012-2013 et pour 2014-2015), il convenait d'harmoniser ces documents.

11. Plusieurs délégations se sont félicitées des travaux du Groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et ont dit attendre avec intérêt la suite des débats au sein du groupe de travail, notamment sur les programmes régionaux et thématiques de l'UNODC. Il a également été noté que, si le groupe de travail avait facilité les discussions et permis d'obtenir des résultats mutuellement satisfaisants, des progrès étaient encore possibles. En outre, il a également été dit que les sessions de la Commission resteraient la principale instance de discussion sur la gouvernance et la situation financière de l'UNODC.

12. Quelques délégations se sont inquiétées des conséquences des restrictions budgétaires sur la longueur des rapports de la Commission, de ses groupes de travail intergouvernementaux et de ses groupes d'experts ainsi que sur la disponibilité de ces rapports dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, elles ont encouragé le recours à des solutions créatives et économiques.

13. Plusieurs propositions ont été faites pour améliorer la situation financière de l'UNODC, notamment: solliciter un plus grand soutien du secteur privé, assumer de nouveaux engagements uniquement sur la base du taux standard de 13 % pour les dépenses d'appui aux programmes ou introduire des dépenses à des fins générales dans le budget des programmes.

B. Mesures prises par la Commission

14. À la 2^e séance tenue le 13 mars 2012, et conformément à sa résolution 52/13, la Commission a approuvé la nomination de Maria Oyeyinka Laose (Nigéria) en remplacement de Taous Feroukhi (Algérie) et a prorogé le mandat d'Ignacio Baylina Ruíz (Espagne) et de Maria Oyeyinka Laose (Nigéria) aux fonctions de coprésidents du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée sur l'amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'à la partie de la session que la Commission devrait tenir au premier semestre de 2013.

15. À cette même séance, la Commission a examiné le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 et a présenté les observations suivantes:

- a) Les sous-programmes 8 et 9 du programme 13 du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 (A/67/6 (Prog.13)) doivent, dans la mesure du possible, être repris dans la stratégie de l'UNODC pour la période 2012-2015;
 - b) Les mesures de réduction de l'offre de drogues devraient être assorties d'indicateurs de résultats.
-